

## **Drogue, sécurité et crime organisé.**

**( Version provisoire)**

Daniel Pécaut

Depuis les années 1980, économie de la drogue, conflit armé, délinquance organisée et ordinaire sont intimement mêlés dans les phénomènes de violence colombienne. L'essor de l'économie a eu un rôle à bien des égards moteur tant dans l'aggravation du conflit armé que dans la montée de toutes les formes de délinquance. Avant qu'il se produise, les guérillas constituées dans les années 1960 étaient demeurées périphériques et marginales. Elles n'avaient pas réussi à affecter les institutions centrales et se trouvaient vers 1975 au bord de l'extinction<sup>1</sup>. A partir de 1980, elles commencent au contraire à s'implanter sur une grande partie du territoire et leur potentiel militaire s'accroît rapidement. De même, au fur et à mesure des avancées de l'économie de la drogue, les diverses modalités de délinquance qui étaient revenues au sortir des années de la *Violencia* à un niveau comparable à celui de certains autres pays latino-américains, notamment en ce qui concerne les homicides, connaissent une nouvelle explosion. Le terrorisme sans précédent déployé à la fin des années 1980 par le cartel de Medellin, avec son prolongement parmi les bandes juvéniles

---

<sup>1</sup> L'ELN avait été pratiquement détruite au cours d'une opération militaire à Anori en 1974. L'EPL végétait dans les départements atlantiques. Les FARC n'avaient pas surmonté le stade d'autodéfenses paysannes et songeaient à se démobiliser. Quant au M19, il en était encore à une phase d'incubation.

des périphéries des grandes métropoles, n'en est que la manifestation la plus visible.

Une partie de ce papier sera cependant consacrée à discuter le lieu commun selon lequel l'économie de la drogue est le « combustible » qui a alimenté le conflit armé. Ce qui est vrai au départ nous semble discutable pour la période récente. A bien des égards, la poursuite du conflit armé apparaît désormais comme ce qui sous-tend le maintien du dynamisme de l'économie de la drogue. A tout le moins convient-il de nuancer l'affirmation d'une causalité simple entre les deux phénomènes et mettre en avant l'existence d'une causalité circulaire ou réciproque.

Une autre partie mettra l'accent sur les interférences entre les divers protagonistes impliqués dans ces phénomènes, la fluidité de leurs stratégies et le mélange des dimensions qui caractérisent jusqu'à présent la situation de violence. Là encore, l'accent sera mis sur la persistance du phénomène de conflit armé comme élément contextuel majeur. C'est la raison pour laquelle nous mettrons des doutes sur les analyses en termes de structures ou de logiques mafieuses au sens classique qui reposent sur la combinaison de la prédation, de la protection et de l'intimidation. Les pratiques de violence extrême ainsi que l'instrumentalisation occasionnelle d'un critère « ami-ennemi » invitent à raisonner à ajouter d'autres dimensions.

De nombreuses études ont porté sur le bilan des politiques officielles mises en œuvre dans le cadre du Plan Colombie, par rapport à la fois à l'économie de la drogue et au conflit armé. Au lieu d'y revenir, nous

envisagerons dans la conclusion sur certains des défis et certaines des perspectives auxquels le régime colombien est susceptible d'être confronté.. Nous évoquerons notamment l'hypothèse d'une poursuite des phénomènes de violence sous des formes transformées

### **§1. Les facteurs qui ont contribué à l'implantation de l'économie de la drogue en Colombie.**

L'économie de la drogue, on le sait, s'est implantée en plusieurs étapes en Colombie. Ayant fait son apparition dans les années 1970 à travers la marihuana, elle a été liée ensuite à la mise en place de laboratoires pour transformer la pâte de coca importée de Bolivie et du Pérou et des routes d'exportation de la cocaïne ainsi produite vers les Etats-Unis et d'autres marchés-consommateurs. Ce n'est que dans les années 1990 que la Colombie se transforme également en un pays producteur essentiel de coca - à partir de 1994, les surfaces cultivées dépassent de plus en plus celle des autres pays andins-. La Colombie devient aussi producteur d'héroïne même si les cultures d'*amapola* n'ont jamais concerné qu'une vingtaine de milliers d'hectares. Elle garde aussi, et plus que jamais, sa place privilégiée dans l'élaboration de la cocaïne et son transfert vers les pays consommateurs. Ces derniers temps, la campagne d'aspersion aérienne ont réduit la dimension globale des surfaces cultivées de coca mais , à en croire de multiples estimations, sans que la production et les exportations de cocaïne aient connu une parallèle. Le seul changement notable serait qu'une part croissante du trafic vers le marché nord-américain est désormais entre les mains des cartels mexicains.

Quels sont les facteurs qui ont contribué à cette localisation de l'économie de la drogue en Colombie ? Outre la position géographique du pays, nombre d'auteurs évoquent le savoir-faire dans le domaine de la contrebande, les délimitations imprécises entre comportements légaux et illégaux, la valorisation des conduites de « débrouillardise » et des stratégies individualistes, l'héritage de la *Violencia*, l'existence de vastes régions de colonisation dans lesquelles l'autorité de l'Etat est inexistante (A. Camacho, 1988, F.Thoumi, 2003,).

A cette liste, il convient d'ajouter au moins deux autres facteurs. a) Le fait que le « libéralisme » colombien est moins l'expression d'une vision intellectuelle que le résultat de la pluralité traditionnelle de « sources de pouvoir » hétérogènes et de leur concurrence parfois violente: les groupes émergents, guérillas ou narcotrafiquants, ont pu ainsi surgir sans paraître devoir outre mesure menacer les règles du jeu . b). Le fait que des organisations de guérilla, principalement les FARC, même si elles n'avaient qu'un potentiel militaire faible, contrôlaient nombre des zones de colonisation : elles en rendaient donc l'accès problématique à la force publique au cas où celle-ci aurait tenté d'y intervenir. A la précarité de la présence de l'Etat dans ces zones s'ajoutait ainsi la concurrence d'un pouvoir alternatif.

En ce sens, surgissement de l'économie de la drogue et présence de guérillas sont d'emblée associés.

## **§ 2 L'économie de la drogue comme « combustible » du conflit armé.**

L'économie de la drogue bénéficie aux guérillas qui sortent toutes au début des années 1980 de la relative léthargie dans laquelle elles étaient plongées. Sans doute ne constitue-t-elle pas la seule source de financement des organisations armées révolutionnaires. L'industrie des enlèvements et le racket fournissent d'autres moyens de financement très considérables<sup>2</sup>. Par ailleurs la mise en valeur à la même époque de divers pôles de production de matières premières – pétrole, plantations bananières, charbon, nickel, or- dans des régions jusqu'alors mal ou pas du tout intégrées au territoire national vient compléter ces moyens financiers<sup>3</sup>. Il reste que, l'économie de la drogue se développe surtout dans les zones déjà sous influence des FARC ou qui tombent vite sous leur influence. Dans bien des cas, cette organisation de guérilla impulse en fait le développement des cultures.

Dans un premier temps, il est possible qu'elles n'aient fait qu'accompagner la conversion des colons à une culture autrement rentable que les cultures de subsistance habituelle. Elles perçoivent en échange de leur « protection », le fameux « gramaje ». Mais, dans cette phase où l'étendue des cultures est encore réduite, elles perçoivent aussi la rétribution de leurs fonctions d'intermédiaire avec les

---

<sup>2</sup> Dans le cas des FARC, on estime qu'en 1995 les enlèvements, le racket et la participation à l'économie de la drogue fournissent sensiblement la même proportion de leurs ressources.

<sup>3</sup> On assiste à une répartition des ressources nouvelles entre les guérillas. L'ELN se spécialise dans les prélèvements sur les activités pétrolières ; l'EPL sur la production et l'exportation bananières dans la région de l'Uraba ; le M19, sur les enlèvements et sur certaines contributions des narcotrafiquants. Grâce à leur implantation, les FARC bénéficient plus que les autres des cultures de coca et d'amapola. Toutes font usage des extorsions et du racket.

narcotrafiquants en prélevant une taxe sur les « comisionistas » et en échange de la surveillance des laboratoires et pistes d'aviation installés dans les zones qu'elles tiennent.

Leur capacité d'action militaire en est vite transformée. Les FARC sont ainsi en mesure dès 1982 de multiplier leurs fronts et de les installer dans des zones qui ne faisaient pas partie de leur aire d'influence historique. A cette date, elles peuvent annoncer un projet d'implantation sur l'ensemble du territoire et, à terme, de « prise de pouvoir ».

Contrairement au raisonnement de Collier, la mainmise sur des ressources financières significatives ne semble pas empêcher la guérilla, de se réclamer des « griefs » des colons ni de mettre en avant un projet politique. Du reste, il n'est pas certain que l'économie de la drogue, à la différence du racket et des enlèvements, relève d'une activité de « prédation » : il s'agit surtout d'une participation à un secteur, illégal certes mais non-parasite, de production de richesse.

De plus, la notion de projet politique ne peut se réduire à celle de formulation de propositions politiques ou idéologiques. A tout le moins est-il impossible de méconnaître que l'emprise sur des territoires et des populations a une portée politique dès lors qu'elle s'insère dans un dessein de combat contre « le régime ». Si le trafic de drogue n'a que des connotations territoriales restreintes, il n'en va pas de même des cultures qui entraînent la formation de territoires spécifiques dans lesquels il est possible d'imposer une discipline aux habitants.

L'avantage des FARC par rapport aux autres guérillas est de pouvoir consolider ainsi une très étendue base-arrière dans les régions amazoniennes. On verra plus loin que la guerre entre les FARC et les paramilitaires se livrera par territoires et populations interposés.

La corrélation entre zones de culture de drogue et conflit armé ne tient pas seulement au financement des guérillas. Elle tient aussi à ce que, lorsque la culture commence à se répandre, ces zones attirent, au-delà des colons anciens, des vagues de nouveaux venus, pas toujours des ruraux, en quête d'une fortune rapide. La situation d'anomie se manifeste par l'envolée brutale des taux d'homicides. Les guérillas n'ont donc guère mal à s'y imposer en offrant de réguler l'économie locale<sup>4</sup> et de trancher les innombrables litiges<sup>5</sup>. Elles élargissent ainsi leur rôle de protection. Le degré d'assentiment de la population envers cette protection est très variable. Il n'est pas identique dans les zones de présence ancienne de la guérilla et dans les zones de présence nouvelle. Même dans les premières, la dose d'intimidation et de violence est considérable<sup>6</sup>. Dans les secondes, les FARC se préoccupent moins de recueillir l'appui de la population que parvenir à se rendre maîtres de positions stratégiques. Nulle part les FARC ne mettent en œuvre des mesures de

---

<sup>4</sup> Au départ, elles incitent les colons à préserver sur leurs lopins une part consacrée aux cultures vivrières. Elles interviennent aussi sur les prix d'achat proposés par les *comisionistas*. Par la suite, l'obtention de leur aval sera souvent nécessaire aux colons pour participer à l'économie de la coca, un aval qui passera fréquemment par l'enrôlement des enfants dans les milices ou dans la guérilla.

<sup>5</sup> Cela ne signifie pas que les habitants ne perçoivent pas la justice qu'elles rendent comme souvent arbitraire.

<sup>6</sup> Les FARC y éliminent souvent le personnel politique traditionnel et s'efforcent de détruire ce qui existe comme institutions locales. Elles interviennent souvent pour empêcher la tenue des élections ou provoquer le départ des élus.

transformation sociale<sup>7</sup>. Leur logique demeure avant tout militaire et économique.

La catastrophe subie par l'Union Patriotique, ce parti politique légal créé en 1985 sous l'égide du Parti Communiste et des FARC<sup>8</sup>, puis l'attaque de l'armée en 1990 contre le siège des FARC à La Uribe, concourent à renforcer la choix d'une telle logique. L'aboutissement en sera l'offensive sans précédent des années 1995-1998 au cours de la quelle les FARC détruiront des bases militaires, viendront à bout d'unités militaires d'élite, feront des centaines de prisonniers. Ce sera l'aboutissement de quinze ans de renforcement du potentiel militaire de la guérilla, un renforcement rendu possible dans une large mesure par les profits de l'économie de la drogue.

### **§ 3. Les organisations de narcotrafiquants et l'ébranlement des institutions .**

Dans la mesure où la participation de la Colombie à l'économie de la drogue a reposé pendant une quinzaine d'années sur son rôle dans l'élaboration de la cocaïne , dans le trafic d'exportation et dans l'insertion dans le marché américain de gros et de détail, le devant de la scène a été surtout occupé par les organisations de narcotrafiquants. Le « cartel » de Medellin et celui de Cali en ont été les principaux protagonistes.

---

<sup>7</sup> Pendant la période de démilitarisation de la région du Caguan, sous le gouvernement d'A. Pastrana, elles n'y entreprennent pas d'améliorer les conditions de vie collective des habitants. Les infrastructures qu'elles y construisent sont avant tout destinées à leurs opérations militaires.

<sup>8</sup> Une grande partie des cadres et des militants de ce parti seront assassinés : on estime leur nombre à plus de 2000. Narcotrafiquants, paramilitaires, membres des forces de l'ordre, dirigeants politiques locaux s'en partagent la responsabilité.

Ces organisations, regroupements partiellement centralisés de réseaux en réalité très diversifiés, se définissent avant tout par leur logique économique. La plus grosse part de leurs bénéfices se réalise à l'extérieur et le pourcentage qu'elles en rapatrient dépend des moments.

Il n'y a pas de raison de leur prêter au début des finalités politiques définies. Comme d'autres entreprises relevant de l'économie illégale,, elles visent surtout à assurer la sécurité de leurs activités en recourant à la corruption et à l'intimidation de membres de la police et de la justice locales, voire du personnel politique national. `

Le « cartel » de Cali s'en est tenu le plus souvent à cette stratégie limitée, en contrôlant dans une grande mesure la force publique du Valle du Cauca. Il mania la violence surtout pour éviter la concurrence d'autres réseaux régionaux, prêta son concours aux autorités de l'Etat contre le cartel de Medellin lorsque celui-ci se lance dans le terrorisme. Ce n'est qu'en 1994, en raison de sa contribution à la campagne présidentielle d'Ernesto Samper, que l'Etat entreprend son démantèlement.

Le « cartel » de Medellin se montra toujours moins discret. Pablo Escobar siégea un instant au Congrès. Mais il n'y a pas de raison non plus de lui attribuer au départ un propos politique défini. Pablo Escobar entretint quelque temps des rapports avec des membres des guérillas, particulièrement du M19. Ce sont des litiges « d'affaires » dans le trafic qui entraînèrent son allié Gonzalo Rodriguez Gacha sur la voie d'un combat sans merci contre les FARC et leurs sympathisants politiques. A ses côtés et avec les collaborations mentionnées plus haut, les membres du cartel de Medellin prirent une part majeure à l'extermination des

membres de l'Union Patriotique. Ils favorisèrent également la formation des premiers noyaux paramilitaires

Mais le saut décisif se produit lorsque le « cartel » de Medellin voudra empêcher le recours à l'extradition. C'est le moment où il recourt à un terrorisme d'une échelle inédite. Avec un succès momentané puisque la Constituante de 1991 supprimera la possibilité d'extradition avant son rétablissement en 1996.

Bien davantage que la guérilla, le « cartel » de Medellin réussit de la sorte à ébranler les institutions politiques. Les assassinats de Rodrigo Lara, Jaime Pardo Leal, Luis Carlos Galan, Carlos Pizarro, de dizaines de magistrats de policiers, de défenseurs des droits de l'homme, marquent cette escalade de la terreur.

La mort de Gonzalo Rodriguez Gacha et de Pablo Escobar, le démantèlement du cartel de Cali se traduisent vers 1994-1995 par le surgissement d'une myriade de réseaux narcotrafiquants portés avant tout par une logique économique.

Sans doute existe-il constamment des liens entre ces réseaux et les noyaux paramilitaires. Mais la logique des réseaux de narcotrafiquants ne se confond pas d'emblée avec le projet paramilitaire constitué vers 1996 avec des ambitions nationales. Si celui-ci, on y reviendra, est promu par nombre d'anciens du cartel de Medellin, certains des réseaux de trafic les plus puissants se gardent de s'y intégrer directement. Des réseaux comme ceux du Nord du Valle et d'autres privilégient leurs objectifs économiques. La maximisation de leurs profits demeure au cœur de leurs stratégies.

A la fin des années 1980, ce n'est pas encore l'expansion des cultures de coca et d'amapola qui met le plus en péril la sécurité interne. C'est bien le développement des réseaux du trafic. Mais, entre l'économie de la drogue et le conflit armé, l'effet de rétro-alimentation s'est toutefois accentué. A ébranler autant les institutions, les réseaux de narcotrafiquants ont créé les conditions pour l'élargissement du conflit armé, les guérillas pouvant se persuader que le pouvoir pouvait connaître à tout moment une crise majeure. A l'inverse, il n'est pas évident que le cartel de Medellin eût pu s'engager autant dans des méthodes de violence extrême si le contexte de conflit armé n'avait pas banalisé leur mise en œuvre<sup>9</sup>.

#### **§ 4. Le conflit armé comme « combustible » de l'économie de la drogue.**

Ce sous-titre ne doit pas induire en erreur. Il ne s'agit pas de renverser la causalité habituellement mise en avant mais de souligner à nouveau son caractère circulaire. Néanmoins se produit une phase où l'exacerbation du conflit armé est bien ce qui semble favoriser l'expansion des cultures de coca ainsi que l'implantation de laboratoires dans des régions nouvelles, en particulier du centre et du Nord de la Colombie ( R. Vargas Meza, 2005, F. Sanchez, 2007) .

---

<sup>9</sup> Le symbole de cette rétro-alimentation est fourni par l'opération de prise du Palais de Justice par le M19 en 2005. Jamais auparavant une organisation de guérilla ne s'était risquée à s'attaquer ainsi de front à une des institutions centrales du régime. Plus de vingt ans après, des enquêtes officielles semblent établir la coopération du M19 avec le cartel de Medellin dans la conception de cette opération. La façon dont les militaires ont riposté témoigne de son côté de leurs dispositions à pratiquer la « guerre sale ».

En 1999 s'ouvrent, certes, le « processus de paix » entre les FARC et le gouvernement Pastrana. La « démilitarisation » de la vaste région du Caguan permet à la guérilla de poursuivre ses efforts pour contrôler de nombreux couloirs stratégiques ( C. Echandia, 2005), renforcer leur présence aux alentours des principales métropoles, s'installer dans de nombreuses zones frontalières avec le Venezuela, l'Equateur et le Brésil, resserrer leur emprise sur les départements du Sud ( Putumayo, Narino).

L'exacerbation du conflit tient cependant avant tout à l'entreprise de reconquête lancée par les paramilitaires. Commencée par la reprise de l'Uraba, poursuivie par le grignotage du Moyen Magdalena (dès 1999 les paramilitaires s'emparent de Barrancabermeja, pôle de raffinage pétrolier et longtemps fief réparti entre l'ELN et les FARC), l'offensive s'étend bientôt à une grande partie du territoire, notamment les zones de culture de la drogue jusqu'alors contrôlées par les seules FARC, y compris les départements du Sud et le Guaviare. En 1997, les paramilitaires prétendent du reste se doter d'une structure unifiée sous le nom d'Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). En réalité, cette unité restera toujours largement fictive : ce qui prévaut, c'est seulement une coalition très lâche et non exempte de conflits internes, entre des « blocs régionaux ». Mais cette fragmentation est peut-être l'un des ressorts de leur montée impressionnante en puissance : elle correspond à la diversité et à l'éclatement des pouvoirs locaux dans les diverses régions.

L'entreprise de reconquête paramilitaire présente plusieurs caractéristiques.

D'abord elle se réalise, moins au moyen d'affrontements directs avec les guérillas, que par le maniement de la terreur contre la population civile. Les massacres en série et les déplacements massifs de populations accompagnent la progression des AUC. En 1995, le phénomène de déplacement commence seulement à être perçu par l'opinion : quand le chiffre de 500 000 est avancé, il surprend. Il ne va cesser de s'aggraver dans la phase suivante jusqu'à atteindre celui de deux à trois millions en 2003.

Ensuite, elle bénéficie fréquemment de la connivence de la force publique et de certaines autorités locales, notamment dans les départements atlantiques. Cette connivence n'est pas nouvelle : jusqu'à 1989, elle était même largement légale sous la modalité de l'organisation armée de civils. Propriétaires fonciers, commerçants, politiciens locaux y donnent leur concours aux côtés de nombreux militaires. Malgré l'interdiction qui frappe alors ces autodéfenses, elles prennent encore plus d'ampleur par la suite. Les associations « Convivir » leur donneront en 1994 une nouvelle structure légale d'accueil. La modernisation des forces armées entamée en 1998, et accélérée avec l'adoption du Plan Colombie en 2000 ne mettra pas fin à cette fréquente connivence. Elle dotera seulement les forces armées d'instruments aériens et d'unités d'élite qui interdiront aux FARC de lancer à nouveau des opérations d'envergure. Mais elle n'empêchera pas la force publique de recourir aux groupes paramilitaires pour les actions de « guerre sale ».

Enfin, elle se traduit par une intervention de plus en plus marquée des réseaux de narcotrafiquants dans le conflit. Leur soutien aux groupes

paramilitaires était jusqu'alors relativement circonstanciel et local. Il relevait fréquemment, lui aussi, de pratiques d'autodéfense contre les guérillas. S'étant rendus maîtres de plus de quatre millions d'hectares des meilleures terres, par expulsion de leurs propriétaires ou par rachats, les narcotrafiquants protégeaient de la sorte leurs intérêts. Avec la constitution des AUC, ils assument un rôle militaire beaucoup plus explicite. Si certains des plus gros narcotrafiquants, comme ceux du Nord du Valle du Cauca, ne s'impliquent pas directement dans la lutte antiguérilla, beaucoup d'autres y prennent une fonction de commandement. Les frères Castano, dont Carlos, le créateur des AUC, proviennent d'une fraction du cartel de Medellin. Du reste, Carlos Castano est le premier à admettre au début des années 2000 que 70% du financement des paramilitaires proviennent de l'économie de la drogue. D'autres paramilitaires, soucieux un moment de se démarquer de cette économie, finissent par s'y rallier.

Néanmoins, l'exacerbation du conflit armé favorise en retour l'expansion de cette économie. C'est vers 1994 que la Colombie devient le premier pays producteur, après que le Pérou et la Bolivie ont connu une forte diminution de leur participation. La multiplication des réseaux qui suit la disparition ces cartels de Medellin et de Cali n'est pas étrangère à la dispersion des cultures dans de nouvelles zones. Mais ce sont surtout les campagnes d'aspersion aérienne contre les cultures qui provoquent cet élargissement géographique. Les premières de ces campagnes, lancées en 1995-96, suscitent les marches, orchestrées par les FARC, de milliers de colons. A partir de cette date, d'autres campagnes se succèdent. Le Plan Colombie, adopté en 2000, en fait, au nom de la « guerre contre la

drogue », l'instrument essentiel des stratégies gouvernementales. Avec l'élection d'Alvaro Uribe, commence une action encore plus systématique de destruction des cultures dans des départements comme le Putumayo.

Le résultat en est une nouvelle organisation et distribution géographique des cultures. Partout, les grandes plantations perdent de l'importance au profit des petites superficies, plus difficiles à repérer. Les cultures des départements du Sud, celles qui étaient le plus souvent sous contrôle des FARC, sont les plus affectées : la réduction des cultures y est notable. En revanche les cultures s'implantent dans les régions du nord et du centre, celles qui sont fréquemment dans les mains des paramilitaires.

En 2005, le gouvernement peut toutefois se targuer d'une diminution importante de la surface totale des cultures. Mais l'amélioration de la productivité, grâce notamment à une meilleure sélection des semences, compense en partie la réduction des superficies.

La présence des acteurs armés illégaux continue donc à assurer la viabilité de l'économie de la drogue. Certaines des régions où continue à se concentrer une grande partie de la production, comme le Santander du Nord et le Narino, sont le théâtre des affrontements les plus intenses. Dans les départements du Sud, les réseaux paramilitaires se substituent partiellement à ceux des FARC. Mais celles-ci compensent la perte des taxes qu'elles prélevaient sur les cultivateurs en éliminant les intermédiaires, en prenant à leur compte les laboratoires et en s'assurant

leurs propres routes de trafic à l'exportation (R Vargas Meza, 2003 ; O. Jansson, 2005).

### **§ 5. Les effet de résonance entre conflit armé et criminalité ordinaire iu organisée.**

Le conflit armé et l'économie de la drogue s'alimentent donc sans cesse l'un l'autre. Ce sont en fait toutes les manifestations d'illégalité qui entrent en résonance.

Contrairement à certaines thèses des années 1980 selon lesquelles l'élévation des taux d'homicides n'était pas liée au conflit armé, de nombreux travaux ultérieurs ont établi qu'il existait une corrélation géographique entre les deux phénomènes. Après M. Rubio (1999) et C.Echandia (2006), l'ouvrage de F.Sanchez (2007) vient encore de le confirmer. L'explication peut cependant prêter à discussion : la désorganisation sociale qui prévaut souvent dans les zones de conflit peut influencer autant que les mesures d'intimidation des protagonistes armés. Comme le démontre le caractère massif des déplacements de population ces dernières années, la désorganisation sociale engendrée par l'arrivée de l'économie de la drogue compte pourtant de moins en moins par rapport aux effets de désorganisation sociale provoquées par la dispute territoriale des protagonistes armés. Ces effets ne sont pas moins perceptibles parmi l'immense population déplacée que parmi celle qui tente de se maintenir sur place. Dans les deux situations, le conflit armé conduit à l'établissement de frontières, le plus souvent

invisibles, séparant les gens en fonction de leurs lieux de résidence passés et présents, et donc des affinités ou, tout simplement, de la familiarité qu'ils ont pu avoir envers les protagonistes armés qui y exerçaient le pouvoir. De manière générale, c'est bien la capacité de la population de se construire comme sujets politiques autonomes ou, à défaut, de s'insérer dans des liens de dépendance qu'elle choisirait elle-même qui se trouve annulée par l'omniprésence des acteurs armés.

Si les quartiers centraux des métropoles échappent le plus souvent à ce quadrillage par la force, il n'en va pas de même de beaucoup de périphéries urbaines. Les « communes » de Medellin en sont une illustration. Les bandes juvéniles qui s'y relaient depuis la seconde moitié des années 1980 ont affiliations changeantes. Aux organisations de *sicarios* agissant pour le compte du cartel de Medellin ont succédé les milices liées aux guérillas. Puis est venue l'heure des bandes « apolitiques » attachées avant tout à établir leur emprise sur les quartiers. L'irruption de groupes liés aux paramilitaires s'est traduite à son tour par des procédures de contrôle ou d'assujettissement.. Il est superflu de rappeler que cette socialisation dans la violence aboutit à certains moments à des taux-record d'homicides. Le fait que les bandes juvéniles soient presque constamment subordonnées à l'un ou l'autre des protagonistes du conflit armé confirme que celui-ci constitue un horizon qui ne concerne pas les seules régions rurales. Et la fragmentation de l'espace par des frontières invisibles, avec la défiance qui en découle, concerne tout autant les quartiers périphériques de nombreuses villes.

Par ailleurs les protagonistes du conflit armé contrôlent, par-delà l'économie de la drogue, de larges pans du reste de la grande criminalité organisée. Les narcotrafiquants et les paramilitaires gèrent des *oficinas de cobro* chargées la taxation de nombreuses activités. Celle d'Envigado, héritière du cartel de Medellin, semble toujours en fonctionnement. Une autre organisation, *La Terraza*, s'est ensuite assuré le maniement de la majeure partie de la grande criminalité organisée de la ville. Les paramilitaires se sont procuré la majeure partie des revenus associés au détournement du pétrole circulant dans les oléoducs. Aux côtés de certains groupes de narcotrafiquants, ils interviennent dans certaines places de marché urbaines, comme les « San Andresitos » ( G. Duncan, 2006). Quant aux guérillas, outre le recours aux enlèvements, elles cherchent à mettre en œuvre la « loi 002 » qu'elles ont établie pour taxer une partie des activités économiques.

Enfin les mesures de décentralisation adoptées depuis 1985 et, surtout, celles découlant de la Constitution de 1991 paraissent avoir favorisé l'immixtion des organisations armées dans la gestion des investissements locaux et des revenus supplémentaires qu'elles peuvent y puiser (F. Sanchez et M. Chacon, 2005).

Nombre de ces pratiques semblent relever de ce qui caractérise les mafias. Le contexte de conflit armé leur confère cependant une plus grande complexité.

## **§ 6. Logiques mafieuses, interactions complexes, conflit.**

On a mentionné précédemment les situations où les FARC développaient des mécanismes de « protection », ce qui s'applique aussi aux paramilitaires. Mais le recours à la violence ouverte déborde de beaucoup ce qui prévaut dans les régions européennes où sont établis les systèmes mafieux « classiques ». Ce recours ne concerne pas seulement les organisations armées antagonistes, il prévaut dans les rapports entre - réseaux narcotrafiquants ou réseaux paramilitaires rivaux. De même, l'intensité de la terreur exercée contre la population civile va bien au-delà des mesures d'intimidation des mafias ordinaires.

On ne saurait parler d'un « marché de la protection ». Le conflit armé fait obstacle à sa consolidation. Depuis la fin des années 1990, l'expérience est plutôt celle d'une modification fréquente des frontières qui marquent la suprématie régionale d'une organisation ou d'une autre. A chaque changement, la « protection » apportée jusque-là par l'une d'entre elles devient un motif de représailles de la part de l'autre. En lieu et place de la certitude présumée par la protection, la population apprend à se comporter en fonction d'une incertitude chronique. Le cas n'est pas rare de guérilleros ralliés aux paramilitaires et qui servent d'informateurs à ces derniers. Dès lors, chacun apprend à mesurer sa confiance.

De surcroît, les nécessités stratégiques des acteurs armés l'emportent le plus souvent sur le souci de défense de leurs sympathisants. R. Vargas Meza note que les FARC, plutôt que de protéger les colons dont les cultures sont détruites par les aspersions aériennes dans le Putumayo préfèrent protéger leurs propres intérêts en concentrant le trafic entre leurs mains ( R. Vargas Meza, 2003). Le même auteur relève qu'elles

contrôlent désormais les entrées et sorties des habitants et expulsent parfois la population de hameaux par crainte de l'infiltration de paramilitaires.

Sans doute existe-il des régions sur lesquelles un groupe exerce une domination relativement stable, comme actuellement les départements atlantiques avec le quasi-monopole des paramilitaires. G. Duncan parle à leur propos, plutôt que de mafias, de « seigneurs de la guerre » (G. Duncan, 2006). L'expression peut cependant laisser dans l'ombre l'articulation entre les groupes paramilitaires et les institutions locales, voire nationales. Du moins souligne-t-elle que leur emprise a une connotation fortement politique : l'appui fréquemment donné par les habitants aux paramilitaires vient de ce que, comme dans un pacte hobbesien, ils espèrent obtenir au moins la sécurité quitte à renoncer à leurs libertés. Là où les paramilitaires comptent avec la bienveillance des autorités civiles ou militaires, le pari ne présente pas trop de risque.

La dimension mafieuse n'est donc qu'une des dimensions de la violence. Il est rare qu'elle soit totalement stabilisée. Le camp paramilitaire et narcotrafiquant est trop instable et fragmenté pour donner longtemps l'illusion d'un pouvoir qui pourrait s'établir durablement.

De surcroît la ligne de division « ami-ennemi » face aux guérillas n'empêche pas l'existence d'interactions qui obéissent à une logique différente.

Par la force des choses, le fonctionnement de l'économie de la drogue a toujours impliqué de multiples transactions entre FARC et narcotrafiquants, transactions qui passaient ou non par des chaînes d'intermédiaires. Il suppose également des échanges entre guérillas et paramilitaires : dans beaucoup de zones, les premières contrôlent les cultures dans la partie haute des municipes, les seconds sont installés en bas dans les chefs-lieux et les deux sont amenés à coopérer. L'armée et les paramilitaires se sont établis dans les bourgades du Putumayo et du Caqueta, les FARC maintiennent leur emprise dans les parties rurales.

Ces derniers temps, cultures et trafics ont eu tendance à se déplacer vers la côte Pacifique entre Buenaventura et Tumaco, ce qui réduit les coûts et les aléas du transport. Narcotrafiquants, paramilitaires et guérillas se répartissent apparemment en bonne entente les débouchés des *rios* sur l'Océan. A l'occasion de saisies, l'armée aurait même constaté que des envois en commun avaient lieu.

La corruption des policiers ou des militaires fait partie de ces interactions. Des événements survenus récemment montrent que la disparition du cartel de Cali n'y a pas mis fin à cette pratique<sup>10</sup>.

Ces interactions concourent au style prosaïque du conflit. Il y a longtemps que les FARC ont renoncé à convaincre en construisant un

---

<sup>10</sup> Le commandant du bataillon de haute montagne dans le Valle du Cauca été inculpé pour ce motif. Un contre-amiral est en train de connaître le même sort. Un réseau lié à l'un des chefs du cartel du Nord du Valle, Diego Montoya, était parvenu à s'infiltrer dans les bureaux du commandement de l'armée : son démantèlement a permis l'arrestation immédiate de celui qui était considéré comme l'un des plus gors *capos*.

argumentaire idéologique. L'atrocité de beaucoup de leurs actions s'est soldée de plus en plus par une ample réaction de rejet dans l'opinion. Le fait que les paramilitaires ont encore fait pire n'a pas atténué cette réaction. Leur immobilisme politique pendant le processus de paix du Caguan a encore accru leur discrédit de la guérilla. Le rejet des FARC n'a pas seulement conduit au succès électoral d'A. Uribe en 2002 et à sa réélection en 2006. Il a aussi poussé de vastes secteurs de la population à entériner la reconquête par les paramilitaires d'une grande partie du pays. Leurs liens avec le narcotrafic et avec la délinquance organisée n'ont pas fait obstacle à ce qu'ils puissent se présenter aux yeux de beaucoup comme constituant avant tout une force politique « contre-insurgente ». Le scandale de la « parapolitique » n'en est que l'une des manifestations. Y faire face est bien l'un des défis actuels d'A. Uribe.

## BIBLIOGRAPHIE

Camacho, Alvaro, *Droga y sociedad en Colombia ; el poder y el estigma*, Bogota, CIDSE-CEREC, 1988.

Camacho, Alvaro, Lopez Buitrago, Andrés, Thoumi Francisco, *Las drogas : una guerra fallida, Visiones criticas*, Bogota, TM Editores, 1999.

Cubides, Fernando « Narcotrafico y paramilitarismo ; matrimonio indisoluble, » in Alfredo Ranger (ed), *El poder paramilitar*, Bogota, Planeta, 2005.

Duncan, Gustavo, *Los senores de la guerra*, Bogota, Planeta, 2006.

Echandia, Camilo, *Dos deecadas de escalamiento del conflicto armado en Colombia 1986-2006*, Bogota, Externado de Colombia, 2006 .

Jansson, Oscar, « L'impact des politiques paramilitaires sur la production de la cocaïne », in *Drogues et antidroque en Colombie, Les Cahiers de la Sécurité*, Paris, 2005, p. 87-106.

Rubio, Mauricio, « la justicia en una sociedad violenta », in M. Deas et M.V. Llorente (ed) *Reconocer la guerra para construir la paz*, Bogota, Norma-CEREC, 1999, p . 237-282.

Romero, Mauricio (ed), *Parapolitica, La ruta de la expansion paramilitar y los acuerdos politicos*, Bogota, Corporacion Nuevo Arco Iris, Bogota 2007.

Sanchez, Fabio et Chacon, Mario, « Conflicto, Estado y descentralizacion : del progreso social a la disputa armada por el control local, 1974-2002, in IEPRI ? *Nuestra guerra sin nombre, Transformaciones del conflicto en Colombia*, Bogota, Norma, 2006.

Sanchez, Fabio (ed), *Las cuentas de la violencia*, Bogota, Norma, 2007.

Thoumi, Francisco, *El imperio de la droga, Narcotrafico, economia y sociedad en los Andes*, Bogota, Planeta, 2002.

Vargas Meza, Ricardo, *Drogas, conflicto armado y desarrollo alternativo*, Accion Andina Colombia, Bogota, 2003.

Vargas Meza, Ricardo, *Narcotrafico, guerra y politica antidroga*, Bogota, Planeta, 2005.

